

Effondrement de la natalité COMMENT S'INSPIRER DE NOS VOISINS EUROPÉENS ?

L'indicateur conjoncturel de fécondité est au plus bas depuis la Première Guerre mondiale. L'occasion de regarder chez nos voisins européens les mesures qui pourraient inspirer notre politique démographique

PAR ARMELLE FAVRE

Les chiffres sont tombés. Affolants. Et teintés d'une fâcheuse impression de déjà-vu. Année après année, le nombre d'enfants par femme baisse dangereusement en France : en 2024, 663 000 bébés ont vu le jour, selon l'Insee, soit 2,2 % de moins qu'en 2023. Un taux de fécondité au plus bas depuis la Première Guerre mondiale. Où en est le « réarmement démographique » dont parlait Emmanuel Macron il y a un an ? La France se retrouve-t-elle face à une fatalité devant laquelle il ne reste plus qu'à courber l'échine ? Non, à voir

LUDOVINE DE LA ROCHERE

Elle milite pour un ministère de la Politique familiale.

les politiques démographiques de certains pays voisins, ayant mis en place des démarches qui, lentement mais sûrement, font remonter les courbes. Pas de recette miracle, mais une volonté ferme, rigoureuse et patiente qui, tenue dans la durée, portera des fruits. Tour d'horizon par-delà nos frontières, pour trouver quelques idées à mettre en place dans l'Hexagone.

LE MODÈLE SUÉDOIS

En septembre dernier, l'Institut des Français de l'étranger (IFE), un think-tank qui réalise des études comparatives internationales afin de nourrir le débat public, a publié une étude centrée sur les politiques familiales à travers le monde. L'Institut, en collaboration avec l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, décortique notamment le cas de pays voisins comme la Suède et la Hongrie qui ont, de façon plus ou moins pérenne, réussi à faire progresser le taux de fécondité chez eux.

Pour Pierre-Jean Doriel, son directeur général, le cas le plus intéressant et le plus parlant reste celui de la Suède, pays dont les dépenses sont sensiblement comparables à celles de la France. Ce pays scandinave a mis en place des mesures concrètes : « Le congé parental, fixé à 480 jours pour un couple, peut être réparti sur une période de douze ans et est indemnisable à hauteur

de 80 % du salaire antérieur, dans la limite d'environ 4 000 euros par mois. » Concrètement, s'occuper de ses enfants devient donc un choix raisonnable pour l'un ou les deux membres du foyer. Dès les années 1980, une politique familiale dite du « speed premium » a proposé des facilités : pas de perte des avantages du congé parental en cas de naissance d'un deuxième enfant jusqu'à 30 mois après la naissance du premier. L'objectif vise à favoriser le passage de la naissance du premier au deuxième enfant en raccourcissant les intervalles. En creux, le directeur général tacle : « On est très loin du système français. Pour la grosse majorité des Français, avoir un enfant et prendre un congé parental est un vrai sacrifice financier. » Si ces mesures ont fonctionné pendant dix ans en Suède – le taux de fécondité progressant de 0,5 % –, il a connu une baisse, puis a connu un nouveau pic qui lui a permis d'atteindre le niveau de remplacement des générations.

UNE ÉVOLUTION POSITIVE

Du côté de nos voisins hongrois un accompagnement est proposé tout au long de la vie de l'enfant : des prêts permettent un agrandissement de la résidence principale, une aide à l'achat d'un véhicule « familial » de 7 000 euros, une exemption d'impôts dans certains cas. « Cette politique volontariste a permis d'



STEPHANE DE SAKUTIN/AFP



gagner entre 15 et 20 % de naissances supplémentaires, depuis le taux particulièrement faible de 1,25 enfant par femme, en 2011 », souligne Ludovine de La Rochère, la présidente du Syndicat de la famille : « Le taux de fécondité est remonté à 1,61. Alors, certes, ce n'est pas suffisant, mais on ne peut nier une évolution positive et un impact indéniable. » Le directeur général de l'IFE souligne une autre différence cruciale : « Il n'y a pas, dans ces pays, de socialisation de la politique familiale, contrairement à la France, qui délaisse les classes moyennes, grandes perdantes. Dans les pays cités, toutes les familles, quelles qu'elles soient, peuvent faire le choix de l'enfant. »

Pour Ludovine de La Rochère, la différence majeure entre ces pays et le nôtre est plus subtile et tient aussi à un état d'esprit. Car un chiffre, en France, interpelle : comment expliquer le hiatus entre la moyenne, chez les 25-40 ans, du désir d'enfant – 2,2

en 2023 – et le taux de fécondité réel, de 1,6. La présidente du Syndicat de la famille l'analyse ainsi : « Il n'y a, en France, aucune mise en valeur de la maternité, de la paternité, du rôle des parents. Depuis 2017, nous n'avons plus de ministère de la Famille. Il renaît aujourd'hui, noyé au sein de l'immense ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles de Catherine Vautrin. » Elle milite pour un ministère dédié, comme en Italie, où la Première ministre Giorgia Meloni, qui parle de la politique familiale comme de sa « priorité absolue », a mis en place un ministère de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances. « En France aussi, il est urgent d'avoir un ministère de plein exercice et stable qui a des pouvoirs, une administration et peut agir de

CONVERGENCE

Le Hongrois Viktor Orban et l'Italienne Giorgia Meloni ont mis en place des politiques natalistes.

manière transversale avec les autres ministères, par exemple le logement, la solidarité, le handicap. »

La maître mot est celui de la patience : « Les pays ayant une politique familiale – certes insuffisante – ont les fécondités les plus élevées. On voudrait que les pays qui ont commencé à déployer une politique familiale voient d'un seul coup leur fécondité fortement augmenter. Or, cela n'est pas possible parce que souvent, les politiques décidées sont insuffisamment globales », prévient le président de la revue *Population & Avenir*, Gérard-François Dumont, dans nos colonnes. Les politiques natalistes font sentir leurs effets vingt ou trente ans plus tard. La présidente du Syndicat de la famille alerte, mais reste confiante : « Je pense que l'on peut changer la donne. Ce qui est inquiétant reste l'inaction actuelle des politiques. Il y a en France une vraie révolution culturelle à conduire. » ■

“EN FRANCE, IL N'Y A AUCUNE MISE EN VALEUR DE LA MATERNITÉ ET DE LA PATERNITÉ”